



Revue de presse



Jeudi 21 Avril 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du gouvernement: plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mercredi, une réunion du gouvernement consacrée aux secteurs des Travaux Publics, de la Numérisation et des Statistiques ainsi que de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

"Le Premier Ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi 20 Avril 2022, une réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement.



APRÈS UNE RÉUNION AVEC LE MINISTRE DES FINANCES : Les avocats mettent fin à leur mouvement de contestation

Après trois jours de boycott des audiences criminelles et des affaires des mineurs, les avocats ont mis fin à leur mouvement de contestation et repris hier leur travail, à l'appel de l'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA).

L'organisation avait rendu public un communiqué, très tard dans la journée de mardi, dans lequel elle a déclaré : «Vu la réunion avec le ministre des Finances, au cours de laquelle il s'est engagé à étudier les revendications de la corporation des avocats, vu l'ajournement du

paiement des G50 au 20 juin 2022 et après concertation avec les membres de l'Union, il a été décidé de suspendre le boycott des tribunaux et cours criminelles et des audiences des mineurs à partir du 20 avril 2022».

Contacté, le président de l'Union, Me Brahim Tairi, n'a pas manqué d'exprimer sa «satisfaction» quant «aux résultats obtenus», selon lui, lors des trois dernières réunions avec les autorités, en insistant surtout sur celle avec le ministre des Finances. «Le débat s'est bien déroulé et le ministre s'est montré très réceptif à nos revendications. Nous lui avons expliqué nos propositions qui vont dans l'intérêt du Trésor public et de la corporation. Il s'est engagé à étudier nos revendications et à les prendre en compte dans le cadre du projet de loi de finances complémentaire.

Pour la première fois, les discussions étaient sereines et très constructives. Nous avons donc décidé au sein de l'Union de reprendre les activités judiciaires», a souligné Me Brahim Tairi, avant de préciser que les audiences criminelles et des affaires des mineurs ont repris hier matin. A rappeler que l'UNOA en est à son deuxième mouvement de contestation contre le nouveau régime fiscal prévu par la loi de finances 2022, en vertu duquel la taxe forfaitaire de 12% du chiffre d'affaires a été abandonnée pour être remplacée par un barème fiscal, qui prévoit une taxation allant de 23% du chiffre d'affaires de plus de 24 000 DA à 35% du chiffre d'affaires lorsque ce dernier dépasse 3 840 000 DA. Ce que les avocats ont totalement rejeté arguant du fait que «tel qu'il a été prévu, cet impôt risque de susciter la mort» de la profession.

L'UNOA a alors appelé la corporation au boycott illimité des activités judiciaires, ce dernier a duré 12 jours, à l'issue desquels, les avocats ont obtenu des promesses de prise en charge de leurs revendications. Mais avec les délais de paiement des G50, qui arrivaient à expiration, l'Union est revenue à la charge en appelant les avocats au boycott des audiences criminelles et des mineurs, tout en menaçant d'aller vers d'autres actions pour paralyser les juridictions au cas où leurs revendications ne sont pas prises en compte.

Celles-ci consistent à aller vers un régime fiscal qui puise l'impôt à travers le paiement de timbres par les avocats pour chaque affaire ou action qu'ils enregistrent au niveau des juridictions. Ce qui, selon eux, permettra au Trésor public d'avoir une importante ressource et d'éliminer le problème de recouvrement.



HYDROCARBURES : Plus de 3% de croissance en 2021

Le secteur des hydrocarbures a enregistré une croissance de plus de 3% en 2021, une performance observée dès le deuxième trimestre et qui s'est renforcée durant les trois derniers mois de l'année dernière, indiquent les données de l'Office national des statistiques (ONS) obtenues par l'APS.

«Une nette performance distingue les hydrocarbures qui affichent une croissance de 3,1% en 2021 par rapport à l'année 2020, qui a connu une baisse de 8,2%. Un relèvement de la production est observé dès le deuxième trimestre avec notamment +9,7 au quatrième trimestre», précise la même source. La branche pétrole brut et gaz naturel a connu un redressement de sa production dès le deuxième trimestre avec des taux respectifs de +3,1%, +4,5% et +8,4%, situant la hausse moyenne annuelle à 2,2%.

La liquéfaction du gaz naturel a participé également à la croissance du secteur : des hausses ont caractérisé les quatre trimestres de 2021, notamment le premier avec +16,2% et le dernier avec 17,5%, situant le taux moyen annuel de croissance à +11,4%. La branche du raffinage de pétrole brut a, selon l'Office, observé une variation annuelle négative (-0,5%), malgré une croissance de +8,1% durant les quatre derniers mois de l'année écoulée. En revanche, des baisses sont enregistrées au deuxième (-2,4%) et troisième trimestres (-8,6%), après une hausse de +0,7% durant les trois premiers mois de l'année dernière.

Le secteur de l'énergie a lui aussi participé au rehaussement de la croissance de la production industrielle, avec une hausse de 8,2% en 2021 par rapport à l'année précédente, qui a connu une variation négative de 2,8%.

Le redressement du niveau de la production a été amorcé dès le deuxième trimestre avec un taux de +13%, le troisième (12,6%) et le dernier avec 5,9%. Après deux variations négatives enregistrées en 2019 et 2020, les mines et carrières voient leur production augmenter de 4,1% en 2021, en dépit des baisses enregistrées le premier et le troisième trimestres, respectivement de -4,5% et -1,7%, grâce aux «remarquables performances» enregistrées aux deuxième et quatrième trimestres, avec respectivement +9,8% et +13,3%.

A l'exception de l'extraction de la pierre, argile et sable, dont le taux moyen annuel marque un repli de 5,4%, et de l'extraction du minerai de fer, qui accuse une baisse de 1,5%, le reste des activités relevant du secteur affiche des variations positives, indique les statistiques de l'ONS rapportées par l'APS. Ainsi, l'extraction du sel observe une évolution moyenne annuelle de +4,9% en 2021 par rapport à l'année d'avant.

L'extraction du minerai de phosphate enregistre une importante hausse de 50,3%. Pour l'extraction du minerai et matières minérales, la production s'est caractérisée par des augmentations durant les quatre trimestres pour boucler l'année avec une hausse de 29,1%. La production industrielle publique a enregistré une hausse de 4,5% en 2021. Hors hydrocarbures, la croissance a été de 5,1%. Plusieurs secteurs ont connu des améliorations appréciables en comparaison à 2020, selon l'ONS.



Une question d'honneur?

On peut bien comprendre la colère des avocats face au nouveau régime fiscal introduit dans la Loi de Finances 2022, qui a supprimé l'impôt forfaitaire unique (IFU) de 12% et l'a remplacé par des taxes et impôts de plus de 50% de leurs gains, dont 19% de TVA, mais il est difficile de démêler le fil entre l'Union nationale de l'Ordre des avocats (UNOA) et le ministère des Finances.



Suite à la réponse favorable du ministre des Finances :Les robes noires suspendent leur grève

La réforme du régime fiscal devait entraîner une hausse de la fiscalité imposée aux avocats, passant de 12% à plus de 50%. Les avocats ont repris, hier, le travail, après une grève de deux jours qui avait diversement paralysé l'activité judiciaire.



Il sera appelé à suivre le développement des énergies renouvelables :Le Haut conseil de l'énergie installé

«Il sera également chargé de fixer les orientations en matière de politique énergétique...».

Les membres du Haut conseil de l'énergie ont été installés avant-hier par le président Tebboune. Selon le décret présidentiel 22-112 portant sa création, paru au Journal officiel 19, le Haut conseil de l'énergie sera «chargé de fixer les orientations en matière de politique énergétique nationale et d'en assurer le suivi».

[REFUS DE L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR : Salah Goudjil insiste sur l'indépendance économique](#)

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a dénoncé, mardi, les milieux qui veulent entraîner l'Algérie vers l'endettement extérieur, estimant que le refus des Institutions de l'État d'y recourir est un acquis, malgré les difficultés.



[Conjoncture : Inflation et pouvoir d'achat](#)

L'Algérie n'échappe pas à l'inflation des prix des denrées alimentaires de base qui met le Ramadhan sous pression. Les prix des fruits et légumes sont en hausse et le consommateur est victime d'un sale coût de la vie. À vrai dire, rien n'est abordable actuellement, toutes les denrées alimentaires sont chères. L'Algérie, comme une grande majorité de pays, connaît une hausse des prix des produits de première nécessité. Une situation qui inquiète les consommateurs qui, pour la plupart, pointent du doigt la spéculation comme étant la principale cause.



[Algérie : baisse du délai d'attente pour les crédits bancaires](#)

Conformément aux instructions du ministère des Finances, le délai d'attente pour les crédits bancaires est désormais réduit. **On vous livre plus de détails à ce sujet dans la suite de ce numéro du 20 avril 2022.**



[Algérie : hausse des salaires de 3 à 8 mille dinars pour ces salariés](#)

Grâce à l'augmentation du point indiciaire, certains salariés vont percevoir une hausse des salaires qui varie entre 3.000 et 8.000 dinars. Dzair Daily vous expose plus de détails dans la suite de cet article du 20 avril 2022.



Devise Algérie : le dinar chute face au dollar et hausse face à l'euro

Le dinar algérien vient d'accuser une énième baisse face au dollar américain et a augmenté face à l'euro. Dzair Daily vous donne tous les détails du marché de la devise en Algérie dans la suite de cet article du mercredi 20 avril 2022.



شريطة أن تكون مسعرة من قبل بنك الجزائر وقابلة للتحويل : هذه العملات النقدية المرخص استخدامها في المناطق الحرة!

يحدّد مشروع قانون القواعد العامة المطبّقة على المناطق الحرة المتواجد بلجنة الشؤون الاقتصادية والتجارة والتخطيط، بالمجلس الشعبي الوطني، العملات المتاح استخدامها على مستوى هذه المناطق، والتي يجب أن تكون قابلة للصرف، ومسعرة من قبل بنك الجزائر، كما يؤكد أن النص الجديد يهدف إلى تحفيز الإنتاج الوطني وترقية الصادرات مع تخفيض فاتورة الاستيراد.

APRÈS UNE RENCONTRE AVEC LE MINISTRE DES FINANCES

Les avocats mettent fin à leur grève

Le boycott des audiences auquel avait appelé l'Union nationale des ordres des avocats n'aura duré que deux jours. Ladite union appelle les robes noires à mettre fin au mouvement de protestation. Une décision prise suite à une rencontre tenue dimanche dernier entre des représentants des avocats et le ministre des Finances qui a présenté des garanties quant à la prise en charge de leurs revendications dans le cadre de la loi de finances complémentaire.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Fin du mouvement de protestation initié depuis lundi dernier par les avocats à l'appel de l'Union nationale des ordres des avocats (Unoa). Dans un communiqué daté de mardi, le président de ladite union appelle les robes noires à reprendre le travail judiciaire en mettant un terme au boycott des audiences qui devait initialement durer une période indéterminée. La décision est motivée par les garanties données par le ministre des Finances qui recevait dimanche dernier des représentants de l'Unoa, auxquels il a assuré que leurs revendications seront prises en charge dans le cadre de la loi de finances complémentaire.

L'Unoa dit avoir également pris comme un signal positif, la décision prise par la Direction générale des impôts au sujet de la prolongation du délai des déclarations annuelles.

Dans un communiqué rendu public dimanche, la Direction générale des impôts faisait savoir que les contribu-

bles relevant des impôts de wilaya disposaient d'un délai allant jusqu'au 30 juin pour la souscription des déclarations annuelles de résultats et de revenus. Des mesures qualifiées d'« exceptionnelles » prises pour « accompagner les contribuables dans l'accomplissement de leurs obligations de déclaration et de paiement, de manière à prendre en considération la conjoncture sanitaire qu'a connue le pays au cours du mois de janvier 2022».

Ce sursis accordé est salué par les avocats qui avaient d'ailleurs pris la décision de ne pas se soumettre au nouveau régime d'imposition introduit par la loi de finances 2022.

À l'issue de la dernière réunion de son bureau, l'Unoa avait d'ailleurs pris la décision de tourner le dos à la Direction générale des impôts à laquelle elle

reproche d'avoir renié l'accord conclu le 24 janvier dernier. En plus du boycott des audiences, les avocats étaient appelés à tout simplement boycotter le régime fiscal en cours et de ne pas s'y soumettre.

Le conflit entre les robes noires et le ministère des Finances dure depuis la promulgation de la loi de finances 2022 qui a introduit un nouveau régime d'imposition rejeté en bloc par les professions libérales dont les avocats. Ces derniers ont multiplié les démarches pour peser sur la décision au moment des débats sur la loi de finances au niveau des deux Chambres du Parlement.

Après plusieurs rencontres avec des parlementaires, les propositions faites par les avocats n'avaient pas été retenues, poussant ces derniers à initier plusieurs mouvements de protestation.

N. I.

Croissance mondiale

Le FMI revoit à la baisse ses prévisions à 3,6 % pour 2022 et 2023

Le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse ses prévisions pour la croissance mondiale pour 2022 et 2023, en la ramenant à 3,6 %, soit une baisse de 0,8 point par rapport aux projections de janvier dernier, selon le rapport sur les Perspectives économiques mondiales, publié mardi sur le site de cette institution financière. «Les perspectives de l'économie mondiale ont été fortement compromises, en grande partie à cause de la crise ukrainienne», indique le rapport de l'institution de Breton Woods, ajoutant que «cette crise survient alors que l'économie mondiale ne s'est pas encore totalement remise de la pandémie de Covid-19».

«Par rapport à nos prévisions de janvier, nous avons revu à la baisse notre chiffre pour la croissance mondiale, désormais de 3,6 % pour 2022 et 2023, en raison des répercussions directes de la crise en Ukraine et des

sanctions contre la Russie», annonce-t-on dans le même document.

Selon le rapport, les pays importateurs de produits de base en Europe, dans le Caucase, en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, «sont les premiers à pâtir de cette situation», ajoutant que les augmentations de prix des denrées alimentaires et des combustibles «vont nuire aux ménages à faible revenu dans le monde entier, y compris sur les continents américain et asiatique».

Les perspectives à moyen terme sont revues à la baisse pour tous les groupes, à l'exception des pays exportateurs de produits de base qui bénéficient de la forte augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, relève-t-on dans le même rapport. Le rapport prévoit une baisse de la croissance de l'Union européenne pour

cette année de 1,1 point de pourcentage, du fait des conséquences indirectes de la crise ukrainienne, ce qui en fait le deuxième plus grand contributeur à la révision globale à la baisse.

L'économie américaine est en voie de croître de 3,7 % en 2022, soit 0,3 point de moins qu'estimée en janvier, avant de connaître une progression modérée de 2,3 % en 2023. L'économie chinoise devrait quant à elle gagner 4,4 % cette année, soit 0,4 point de pourcentage de moins que dans les dernières projections, puis progresser de 5,1 % en 2023, ajoute le rapport.

D'après les projections, l'inflation devrait atteindre 5,7 % dans les pays avancés et 8,7 % dans les pays émergents et les pays en développement en 2022, 1,8 et 2,8 points de pourcentage au-dessus des niveaux projetés en janvier, respectivement. Selon le FMI, pour faire face à cette conjoncture difficile, les banques

centrales «devront résolument ajuster leur politique afin de garantir l'ancrage des anticipations d'inflation à moyen et long terme et communiquer clairement et procéder à un cadrage prospectif de la politique monétaire afin de réduire au minimum les perturbations que pourraient engendrer certains changements d'orientation».

«Plusieurs pays devront rééquilibrer leurs finances publiques», recommande le FMI, précisant que «cela ne devrait pas empêcher les pouvoirs publics d'apporter une aide bien ciblée aux populations vulnérables, compte tenu notamment des prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires».

Pour se ménager une marge de manœuvre dans ce domaine, «il est utile d'inscrire ces nécessaires initiatives dans un cadre à moyen terme assorti d'une trajectoire claire et crédible de stabilisation de la dette publique», propose le Fonds.

N. T.

في انتظار موافقة وزارة المالية

70 مليار دينار لإعادة إحياء السد الأخضر

اقترحت الجزائر تمويلا مزدوجا لإعادة تأهيل السد الأخضر ومكافحة التصحر عبر 13 ولاية يمر بها، يقطن بها 7 ملايين نسمة. التكلفة الأولى تقدر بأكثر من 70 مليار دينار جزائري قدمت لوزارة المالية وتنتظر الموافقة عليها لإدراجها في قانون المالية 2023، والثانية تقدر بـ40 مليون دولار، قدمت للصندوق الدولي الأخضر وتنتظر التأشير عليها.



زهراء. ب

قالت صليحة فرطاس، مديرة السد الأخضر ومكافحة التصحر بالمديرية العامة للغابات، في عرض قدمته في ندوة حول «الفلاحة الواحية- السد الأخضر محور عضوي للتنمية المستدامة»، نظمها المعهد الوطني للدراسات الاستراتيجية الشاملة، بمقره الرئيسي بالعاصمة، إن «المخطط الوطني لإعادة تأهيل السد الأخضر هو قيد الدراسة على مستوى وزارة المالية لتمويل المشروع، وقد رُفع لها اقتراح لتخصيص قيمة تتجاوز 70 مليار دينار لتنفيذ المشروع الممتد إلى أفاق 2035».

كما قدمت الجزائر طلبا للتمويل الخارجي في إطار الصندوق الدولي الأخضر الذي هو أيضا بصدد نقاش هذا المقترح، لمنح هذا التمويل، مثلما ذكرت مديرة السد الأخضر ومكافحة التصحر بالمديرية العامة للغابات، لذلك ستكون ازدواجية للتمويل وطني ودولي، لإعادة تأهيل السد الأخضر.

ومن أجل تنفيذ هذا المشروع، الذي يأتي تجسيدا لتعليمات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، وضعت وزارة الفلحة عن طريق مديرية الغابات، برنامجا وطنيا لإعادة تأهيل السد الأخضر، نظرا للدور المهم الذي يلعبه في الحد من التصحر والتغيرات المناخية التي يجب أن نتأقلم معها. ومن أجل إنتاج هذا المسعى، وضعت ميكانيزمات لتنفيذ برنامج إعادة تأهيل السد الأخضر بطريقة تشاركية، لأنه لا يمكن، بحسبها، لوزارة الفلحة وحدها أن تنفذ هذا البرنامج لأن هناك عدة برامج أخرى من مهام قطاعات أخرى.

وأشارت فرطاس إلى عقد أول اجتماع للهيئة الوطنية لمكافحة التصحر والسد الأخضر، الأسبوع الماضي، والتي تضم أكثر من 15 قطعا وزاريا، وهيئات عمومية كالوكالة الفضائية لاستعمال الاستشعار عن بعد، والمجتمع المدني الذي يلعب دورا هاما في الولايات التي يمر عبرها السد الأخضر،

البحث العلمي الذي يلعب دورا هاما، باختيار الأصناف التي تتلاءم مع المنطقة، بما فيها الأشجار المثمرة، الحراجية، وحتى القمح، أو أي أنواع منتجة. وأكدت فرطاس أنه «من الآن وصاعدا علينا اختيار الأنواع التي تتأقلم مع التغيرات المناخية المسجلة في الجزائر، خاصة الجفاف».

ويتكون برنامج إعادة تأهيل السد الأخضر من عدة نشاطات، منها التشجير على مساحات تصل 1000 هكتار، وغرس الأشجار المثمرة والحراجية، وتوجد أكثر من 45 مشتل على مستوى 13 ولاية يمر بها السد، تزود مختلف الفاعلين بالشنلات قبل انطلاق حملات التشجير، وتحدد الأصناف الملائمة حسب الطلبات المقدمة، التي تختار حسب مناخ كل منطقة، وكمية الأمطار المتساقطة. وقالت فرطاس، إن وزارة الموارد المائية اقترحت عدة طرق للتعامل مع الجفاف، مشيرة إلى اعتماد تجربة السقي بالمياه المعالجة بولاية الجلفة، ولكن عبر مساحة محددة على سبيل التجربة، حتى تحدد الآثار السلبية أو الإيكولوجية والصحية على الإنسان والحيوان.

والتي تضم أكثر من 900 منطقة ظل. وذكرت أن الدراسة التي قام بها المكتب الوطني للدراسات الفلاحية والريفية «بنيدار»، بينت أن مسار السد الأخضر يمس أكثر من 13 ولاية، فيها 1200 منطقة نائية، و900 منطقة ظل، يقطنها 7 ملايين ساكن، قالت: «علينا أن ندخلهم ضمن المخطط الوطني لإعادة تأهيل السد الأخضر، وذلك لتحسين معيشتهم».

وأوضحت فرطاس، أن تنفيذ هذا البرنامج سيتم عبر ثلاثة محاور، مجال الغابات المتواجدة في هذه المناطق والتي تعاني من مشاكل إيكولوجية، كالحرائق، والمجال الرعوي المتدهور، بسبب الجفاف ونقص الأمطار، والمجال الفلاحي بحيث توجد مناطق تنتج مواد تدخل في إطار الأمن الغذائي، بالإضافة إلى الثروة الحيوانية، لذلك يجب وضع برنامج لحمايتها رفقة الأراضي السهبية التي تعتبر منطقة منتجة للحوم والحليب.

ويحتاج برنامج إعادة إحياء السد الأخضر، إلى مساعدة الخواص لتمويل برنامج المشروع في مناطق أخرى، ومساهمة

بعد نحو 3 سنوات من تجميد نشاط الوكلاء الجمركة الباهظة «تعرقل» الاستيراد وتلهب السيارات ■ نصف مليون مركبة جديدة لضبط الأسعار



يترقب الجزائريون عودة نشاط سوق المركبات الجديدة، بعد نحو 3 سنوات من تجميد نشاط وكلاء السيارات وتوقف مصانع التركيب، ما سبب حدوث عجز غير مسبوق في السوق، وارتفاع أسعار المركبات إلى مستويات جنونية...

رضا ملاح

تشير تقديرات وكلاء سابقين للسيارات تسجيل عجز بنحو نصف مليون سيارة إذا ما علمنا أن آخر كوطنة، استيراد من قبل الوكلاء تعود لشهر أوت 2019، إلى جانب توقف نشاط التركيب لأسباب معروفة ما يترتب بلخ أسعار سيارات قديمة مستويات غير معقولة فاقت جميع التوقعات.

عجز في السوق ..

سيارات ترقيم 2006، 2008، 2009، 2010، من على أول سنة سير أزيد من 13 سنة، بطول سعرها حاليا سعر خروجها من المصنع ومثال بسيط عن ذلك سيارة «تويوتا» 2008 التي لم يتجاوز سعرها 75 مليون وهي جديدة، يمل سعرها بعد 14 سنة إلى 90 مليون مستعمل، وهو حال جميع علامات السيارات المستعملة بالجزائر.

قبل توقف نشاط استيراد وتركيب السيارات، استوردت الجزائر ما قيمته 2.3 مليار دولار من مجموعات SKD الموجهة لتركيب السيارات المصاحبة ومركبات نقل الأشخاص والبيضاقي، من جانبها إلى سبتمبر 2019، تاريخ آخر كوطنة استيراد.

وفي سنة 2018، بلغت الماتورة الإجمالية لاستيراد مجموعات CKD/SKD الموجهة لتركيب السيارات (الصناعية والذوقية) واستيراد سيارات نقل الأشخاص والسلع (منتجات مصنعة) أكثر من 3.73 مليار دولار، مقابل 2.2 مليار دولار سنة 2017 بارتفاع قدره 1.53 مليار دولار (704 بالمائة).
حاليا، تعمل الحكومة ممثلة في وزارة

المقطع، الذي عرف في السابق يجب أن يسمح بالدخول في صناعة حقيقية لا تقل فيها نسبة الإنماج عن 30 إلى 40 بالمائة، كما سيتم، في نفس الإطار، تشجيع إنتاج قطع الغيار.

وبالنسبة لاستيراد السيارات، أشار الرئيس تبون إلى وجود إمكانية هذا الاستيراد بشرط أن يفهم الوكلاء أن التصرفات المسابقة لم تعد ممكنة، مشيرًا على سبيل المثال عن هذه التصرفات إلى عدم ضمان شركة أوروبية كبيرة، كانت تبيع سياراتها في الجزائر لقطع غيار سياراتها.

تصريحات رئيس الجمهورية بشأن ملف السيارات، تشير إلى الخطوط العريضة لتقاربة استيراد وتصنيع جديدة تضع مصلحة اقتصاد البلاد فوق كل اعتبار، تحيا لتكرار تجارب سابقة كلفت الجزائر ملايين الدولار.

يتماشى مع المشائبات الاقتصادية، وفي آخر تصريح لوزير القطاع أحمد زلندر، في رؤيته على نائب المجلس الشعبي الوطني، أكد أن قطاعه يدرس حاليا ملفات متماثلين بلغ عددهم 73 ملفا، مشيرًا إلى أن هذا الملف سيتم معالجته قريبا عن طريق الأبراج عن دفتر الشروط الجديد.

صناعة حقيقية ..

كان رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون أكد أنه سيتم الفصل في ملف السيارات قبل نهاية الثلاثي الأول من السنة الجارية، وأضاف هذا الملف بر حجت المعقده خاصة بعد التجربة الفاشلة لتركيب السيارات التي عاشتها الجزائر خلال السنوات الماضية، والتي ضيع فيها مئاملا واحدا - يقول الرئيس- أموالا تقوق 3.5 مليار دولار، التركيب المنشود، على عكس الاستيراد

تزييف المعلة الصعبة موازاة مع تراجع مداخيل الخزينة العمومية من صادرات المحروقات بسبب انخفاض الأسعار آنذاك، فيما أقرت الحكومة المجال مفتوحا أمام المواطنين الذين يرغبون في اقتناء سيارة من الخارج بأموالهم الخاصة، غير أن تكاليف الرسوم الجمركية الباهظة جعلت استيراد سيارة جديدة حكرًا على فئة محدودة فقط.

وبالأرقام، بلغ استيراد السيارات من قبل المواطنين بأموالهم الخاصة شهر جاني 2022، 10 آلاف سيارة حسب أرقام قدمها وزير الصناعة وأشار إلى أن معدل الاستيراد يتراوح ما بين 4 إلى 5 آلاف سيارة شهريا.

بالمقابل، أقرت الحكومة عن دفتر شروط تركيب واستيراد السيارات، غير أنه تم تجميده من أجل إدخال تعديلات جديدة تتماشى مع مخارطة تعتمد على استيراد مرافق يابس حاجيات السوق، وتتمتع فعلي

الصناعة على تحضير دفتر شروط جديد، يؤسس لصناعة حقيقية تقدم للتصدير البلاء، وتراعي نسبة الإنماج المحلي وسلسلة قطع الغيار، لتقانيا لتكرار تجربة «نوع المجلات» التي كبدت الخزينة العمومية أموالا ضخمة.

دفتر شروط جديد ..

مقاربة التركيب والتصنيع المحلي بنسبة إنماج قد تصل إلى 30٪ في أولى مراحل الإنتاج، وتوفير مناصب شغل وتشغيل حلقات غابت عن الصناعة والميكانيكية بالجزائر في تجارب سابقة أثبت فشلها، لا يمنع - حسب خبراء- اللجوء إلى حلول ظرفية لتستجيب حاجة الجزائريين الملحة للسيارات وكبح «جنون» الأسعار، ويبدأ تجسد صناعة حقيقية.

تجميد استيراد السيارات بالجزائر، قرار طبق على السيارات المستوردة من قبل وكلاء الاستيراد لأسباب اقتصادية من أجل وقف

رغم التحديات المرتبطة بالتضخم واصلاحات سياسة الدعم بالجزائر توقع نسبة نمو اقتصادي بـ3.3% في 2022

الموامل الإقليمية والدولية والمحلية. فعلى المستوى الدولي والإقليمي، قال إنه سيتأثر بارتفاع أسعار المواد الأساسية في الاسواق الدولية، كنتيجة للظروف التي يمر بها العالم، وكذا ظروف ارتفاع معدلات التضخم لأبرز الشركاء التجاريين للجزائر. أما بالنسبة للموامل المحلية المؤثرة على مستويات التضخم بالجزائر، فتشمل التحديات المرتبطة بالحاجة إلى تنظيم الأسواق الداخلية، وكذا تذبذب الظروف المناخية الذي يؤثر على الإنتاج الفلاحي ومستويات المعروض من السلع الغذائية.

أمام هذا الوضع، تحدث التقرير عن السياسات المنتهجة من طرف بنك الجزائر، والتي قال إنها "سياسات نقدية توسعية" شرع البنك المركزي في تطبيقها منذ عام 2020 لدعم الاقتصاد المحلي، تم في إطارها خفض سعر فائدة السياسة النقدية ثلاث مرات من 3,75% إلى 2%. كما تم خفض نسبة الاحتياطي القانوني ثلاث مرات، لتتخفف من 10% في شهر مارس 2020 إلى 2% في شهر فيفري 2021.

وتوقع صندوق النقد العربي أن يبدأ بنك الجزائر في تقييد السياسة النقدية خلال عامي 2022 و2023 في محاولة لاحتواء الانخفاض المسجل في قيمة العملة واحتواء الضغوطات التضخمية.

توقع صندوق النقد العربي تسجيل وتيرة نمو بـ3.3% بالجزائر خلال السنة الجارية، مرجعا ذلك إلى الارتشاح المتوقع في إيرادات النفط والغاز، نتيجة الزيادة المتوقعة في كميات الإنتاج والارتفاع المسجل في الأسعار العالمية للطاقة، مقارنة بالمستويات التي بلغت خلال عام 2021.

حنان - ح

وأشارت الهيئة المالية العربية في تقريرها الأخير حول "أفاق الاقتصاد العربي" الصادر، أمس، أن النمو الاقتصادي بالجزائر سيمرر استقرارا سنتي 2022 و2023 في حدود 3%، بالرغم من تحديات تواجه التما في الاقتصادي في الجزائر، من بينها الارتقاعات الحالية في معدلات التضخم، والتي توقع الصندوق ان تصل إلى 7,7% في 2022 و8,8% في 2023، إضافة إلى الإصلاحات التي يجري تنفيذها فيما يتعلق بنظم الدعم السلمي على مستويات القوة الشرائية للسكان والإصلاحات على صعيد تعزيز بيئة الأعمال وتيسير تمويل المشاريع. زيادة على ذلك تحدث التقرير عن تحدي مستويات تلقيح السكان ضد فيروس كورونا، التي لم تتعد 13,7% بنهاية مارس 2022. وأشار التقرير إلى أن المستوى العام للأسعار بالجزائر سيتأثر بعدد من




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger